



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 01/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TRIADIS Services**

ZAC Sudessor  
49 avenue des Grenots  
91150 Étampes

Références : H2-2024-072

Code AIOT : 0006600922

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2024 dans l'établissement TRIADIS Services implanté Zone Industrielle du Capisol Impasse René Gomez 34420 Villeneuve-lès-Béziers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a informé l'astreinte de la DREAL, d'un départ d'incendie le 29 juillet 2024, dans une benne de déchets dangereux. L'inspection qui s'est déroulée le même jour, visait à investiguer sur les causes potentielles, les conséquences de l'incendie ainsi que les mesures prises par l'exploitant. Cet incident fait suite à un incident du même type qui a eu lieu le 27 mai 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRIADIS Services
- Zone Industrielle du Capisol Impasse René Gomez 34420 Villeneuve-lès-Béziers
- Code AIOT : 0006600922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TRIADIS Services exploite un centre de transit, de tri, de regroupement et de traitement de déchets dangereux dans la limite de 365 tonnes de déchets susceptibles d'être présents sur site (~6300 tonnes ont été réceptionnées en 2023) . L' établissement emploie 26 personnes. Les activités du site ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n°2000-1-3244 du 23 octobre 2000. Les prescriptions encadrant l'exploitation des installations sont ceux de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012-I-951 du 20 avril 2012.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 20/04/2012, article 4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Modifications	AP Complémentaire du 20/04/2012, article 1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Accès	AP Complémentaire du 20/04/2012, article 3.2	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le départ de feu a été rapidement détecté et maîtrisé. L'exploitant a précisé qu'en période de forte chaleur, une sensibilisation à tout départ de feu est assurée et des précautions supplémentaires sont prises, à savoir 2 rondes par jour en semaine et 1 ronde par jour le week-end, visant à vérifier au moyen de caméra thermique, l'absence de source d'ignition.

Il convient toutefois, suite aux constats réalisés, de transmettre les éléments suivants dans un délai de 15 jours :

- le rapport d'accident prévu par l'article R.512-69 du code de l'environnement proposant notamment des mesures correctives efficaces en matière de tri,
- les justificatifs d'évacuation des eaux d'extinction et de prise en charge via les filières de traitement de déchets dangereux,
- une description détaillée du dispositif de traitement des effluents aqueux du site et de son fonctionnement ainsi que de son dimensionnement.
- les justificatifs de mise en place de moyens garantissant que les installations ne sont pas accessibles aux personnes étrangères au site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration et rapport d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'astreinte de la Dreal a été informé, à 06h06, par l'exploitant, d'un dégagement de fumées dans une benne de déchets. Il ressort des investigations menées lors de l'inspection, les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le dégagement de fumées s'est produit dans la benne de capacité 80 m<sup>3</sup> dédiée aux produits dangereux pâteux de type crépis, peintures et de leurs emballages. Le taux de remplissage de la benne a été estimé à environ 80 % de sa capacité,</li><li>• cet incident a été constaté lors des opérations de grapinage des déchets à 05h50, un robinet d'incendie armé (RIA) a été mis en œuvre par le personnel suite à une levée de doute au moyen d'une caméra thermique, qui a mis en évidence une élévation de température accompagnée de l'apparition de flammes,</li><li>• par mesure de sécurité, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) a été prévenu par l'exploitant à 05h54. L'exploitant a précisé qu'à leur arrivée (environ 20 mn), les agents du SDIS ont constaté par caméra thermique, l'extinction totale du feu.</li><li>• le volume de déchets incendiés est faible, les produits étant par nature peu combustible. La benne incriminée semble intègre, aucun effet thermique n'est visible, y compris sur les bâches servant à recouvrir le chargement et disposer le long des parois. Le feu semble avoir été de faible intensité.</li></ul> L'hypothèse émise par l'exploitant, quant à l'origine de ce départ de feu, est la suivante : la benne dans laquelle les produits acide sont proscrits, devait abriter un bidon vide de produit de nettoyage de piscine non détecté lors du tri.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant devra fournir le rapport d'accident prévu par l'article R.512-69 pré-cité. Eu égard au départ de feu similaire qui s'est produit 27 mai 2024, le rapport devra s'attacher à proposer des mesures correctives efficaces en matière de tri.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 2 : Eaux d'extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/04/2012, article 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux d'extinction mises en œuvre dans le cas d'un incendie seront confinées dans les rétentions existantes au niveau des halls Ouest et Est et dans le lagune de régulation de 70 m3. Elles seront évacuées du site et traitées comme un déchet dangereux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que le volume d'eau nécessaire à l'extinction a été faible. Il a été constaté le confinement de ces eaux via les réseaux et le bassin de rétention par l'actionnement de la vanne guillotine. Aucun écoulement aval n'a été mis en évidence. L'exploitant a précisé que la prise en charge de ces déchets ne pourra pas être effective le jour de l'incendie, en raison de l'indisponibilité du collecteur, une intervention est prévue le lendemain.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les justificatifs d'évacuation des eaux d'extinction et de prise en charge via les filières adaptées devront être transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 3 : Modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/04/2012, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande en autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>

<p>Par courrier du 26 juin 2024, l'exploitant a informé M. Le Préfet de l'Hérault, de la mise en place d'une installation de traitement des effluents aqueux du site. L'installation consiste en un système d'adsorption sur filtre à charbon actif des substances PFAS susceptibles d'être présentes.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué, lors de l'inspection, qu'un dossier de porter à connaissance relatif aux évolutions apportées au site depuis 2012 ( ajout d'atelier, réagencement des stockages...) sera transmis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Concernant, le traitement des effluents aqueux, l'exploitant devra fournir une description détaillée du dispositif de traitement et de son fonctionnement ainsi que de son dimensionnement. Les résultats d'analyses amont et aval devront également être fournis afin de justifier de son efficacité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 4 : Accès

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 20/04/2012, article 3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations .</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'inspection a été réalisée de façon inopinée. Le portail d'entrée était ouvert sans surveillance. Toute personne étrangère au site, pouvait accéder aux installations sans difficultés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra justifier les mesures prises afin de garantir l'accès réservé au site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>